



Mairie de
Gretz-Armainvilliers

Envoyé en préfecture le 10/04/2026
Reçu en préfecture le 10/04/2026
Publié le 14 AVR. 2026
ID : 077-217702158-20260408-02026_026-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS Conseil municipal du 8 avril 2026

Conseillers en exercice : 29	Conseillers présents : 24	Conseiller(s) absent(s) : 5
Conseiller(s) ayant donné pouvoir : 5	Votants : 29	

Date de la convocation : jeudi 2 avril 2026

L'an deux mille vingt-six, le mercredi 8 avril à vingt heures et une minute, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul GARCIA ROBIN, Maire.

Secrétaire de séance : Mylène ROUSSEL

Étaient présents : M. et MMES GARCIA ROBIN Jean-Paul, SPRUTTA-BOURGES Nathalie, SEVESTE Arnaud, LALLEMANT Sylvie, OFFROY Patrick, LAMARE Viviane, DIGUET Thierry, DEVAUCHELLE Marie-Paule, BENOIT Dominique, HANQUART-TAUVERON Charlotte, LOUBIERE Yves, BOURSIEZ Frédéric, HAMDJ Nadia, LARADJI Chrystelle, BENARD Sandie, ROUSSEL Mylène, MOURRIERE Mallaury, OLIVEIRA Romain, DONADIO Véronique, BOIVIN Jean-Claude, SOUSA José, LUCAS Nicolas, BILLARD Emmanuelle, HASCOET Alexandre

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents avec pouvoirs : JUNK Aurélien à GARCIA ROBIN Jean-Paul, BOURDEILLE Christian à OFFROY Patrick, TRANGOSI Renaud à OLIVEIRA Romain, POUSSIER Adrien à LALLEMANT Sylvie, GEENEN Allison à DONADIO Véronique

Était absent sans pouvoir : néant



DELIBERATION N° 02026_026: Adoption du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 30 mars 2026

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité ;

Approuve le procès-verbal du Conseil municipal du 30 mars 2026.

Fait et délibéré en séance, le 8 avril 2026

Le secrétaire de séance

Mylène ROUSSEL

Le Maire

Jean-Paul GARCIA ROBIN



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire dans les deux mois suivant sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>